

[print](#)

En vérité, quels objectifs poursuit la BCE ?

De [Eric Toussaint](#)

Global Research, novembre 27, 2014

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/en-verite-quels-objectifs-poursuit-la-bce/5416494>

Nous avons vu que depuis le début de la crise en 2007-2008, la BCE a joué un rôle vital pour venir à la rescousse des grandes banques privées, de leurs grands actionnaires et principaux dirigeants tout en garantissant la poursuite de leurs privilèges. On peut affirmer sans risque de se tromper que sans l'action de la BCE, de grandes banques seraient tombées en faillite et que cela aurait forcé les gouvernements à prendre à l'égard de leurs dirigeants et des grands actionnaires des mesures contraignantes fortes. En plus du sauvetage des banques, la BCE poursuit officiellement l'objectif d'une inflation de 2 %. De ce point de vue, le bilan de la BCE est un échec puisque l'Eurozone en 2013-2014 a un taux d'inflation inférieur à 1 % et est au bord de la déflation [1].

Trois objectifs supplémentaires peuvent être résumés de la manière suivante :

- Défendre l'euro qui est une camisole de force pour les économies les plus faibles de la zone euro ainsi que pour tous les peuples européens. L'euro est un instrument au service des grandes entreprises privées et des classes dominantes européennes (le 1 % le plus riche). Les pays qui font partie de la zone euro ne peuvent pas dévaluer leur monnaie puisqu'ils ont adopté l'euro. Or les pays les plus faibles de la zone euro auraient avantage à dévaluer afin de retrouver de la compétitivité face aux géants économiques allemands, français, au Benelux (Belgique, Pays-Bas, Luxembourg) et à l'Autriche [2]. Des pays comme la Grèce, le Portugal, l'Espagne, la Slovaquie, l'Estonie, la Lettonie ou l'Italie sont donc coincés par leur appartenance à la zone euro. Les autorités européennes et leur gouvernement national appliquent dès lors ce qu'on appelle la dévaluation interne : ils imposent une diminution des salaires au seul profit des dirigeants des grandes entreprises privées. La dévaluation interne est synonyme de réduction des salaires.
- Renforcer la domination des économies européennes les plus fortes (Allemagne, France, Benelux...) où sont basées les plus grandes entreprises privées européennes. Cela implique de maintenir de fortes asymétries entre les économies les plus fortes et les plus faibles.
- Participer et soutenir de manière offensive les attaques du Capital contre le Travail afin d'augmenter les profits des entreprises et rendre les grandes entreprises européennes plus compétitives sur le marché mondial face à leurs concurrents états-unis, chinois, japonais, coréens...

Nous allons passer en revue l'évolution de la situation en Europe depuis 2011 [3] en prenant en compte les trois objectifs mentionnés.

Quel est le bilan de l'action de la BCE du point de vue du 1 % le plus riche et des grandes entreprises privées ?

Mettons-nous un instant à la place du 1 % le plus riche afin d'apprécier l'action de la BCE. Le discours officiel martèle que la BCE a réussi, en 2011, la transition entre son ancien président, le Français Jean-Claude Trichet, et le nouveau, l'Italien Mario Draghi [4], ancien gouverneur de la Banque d'Italie et ancien vice-président de Goldman Sachs Europe. La BCE et les dirigeants des principaux pays européens sont parvenus à négocier une opération de réduction de la dette grecque en convainquant les banques privées d'accepter une décote de

leurs créances d'environ 50 % [5]. Parallèlement, la Troïka (FMI, BCE et Commission européenne) a obtenu du gouvernement grec qu'il s'engage dans un nouveau plan d'austérité radicale comprenant des privatisations massives et qu'il renonce à une partie très importante de sa souveraineté. A partir de mars 2012, des envoyés de la Troïka se sont installés de manière permanente dans les ministères à Athènes afin de contrôler de près les comptes de l'État. Les nouveaux prêts accordés à la Grèce passent dorénavant par un compte que les autorités européennes peuvent bloquer. Tout aussi avantageux pour les créanciers, les nouveaux titres de la dette grecque ne sont plus de la compétence des tribunaux grecs, mais répondent au droit anglais et les litiges entre l'État grec et les créanciers privés seront arbitrés au Luxembourg [6].

Enfin, sous la pression de la BCE et des dirigeants européens, le gouvernement Pasok (parti socialiste grec) de Georges Papandréou (très soumis aux dogmes néolibéraux et de plus en plus impopulaire) a été remplacé sans élection par un gouvernement d'unité nationale Nouvelle Démocratie – Pasok, dans lequel les ministres issus directement des milieux bancaires occupent une place centrale.

Alors qu'à la veille d'une réunion du G20 à Cannes, fin octobre 2011, Georges Papandréou avait annoncé la convocation d'un référendum sur le nouveau plan que voulait imposer la Troïka, cette consultation populaire n'a jamais eu lieu. Il était évident que si le peuple grec avait été consulté par référendum, l'austérité aurait été rejetée, c'est pour cela que la Troïka appuyée par le G20 a obtenu de Georges Papandreou qu'il abandonne cette initiative démocratique élémentaire.

On peut compléter ce sombre tableau par trois autres bonnes nouvelles pour la BCE et les dirigeants européens :

1. Silvio Berlusconi a été contraint fin 2011 à la démission et a été remplacé, sans passer par des élections, par un gouvernement de techniciens, à la tête duquel figurait Mario Monti, ancien commissaire européen très proche des milieux bancaires et capable d'imposer aux Italiens un approfondissement des politiques néolibérales [7].
2. En Espagne, le chef du gouvernement en place, Mariano Rajoy, président du Parti populaire, a radicalisé la politique néolibérale bien engagée par son prédécesseur, le socialiste José Luis Zapatero.
3. Les dirigeants européens [8] sont arrivés à se mettre d'accord en mars 2012 sur un pacte de stabilité (Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance, TSCG) qui coule dans le marbre l'austérité budgétaire, l'abandon par les États membres d'un peu plus de leur souveraineté nationale et l'injection d'une dose supplémentaire de soumission à la logique du capital privé [9]. Enfin, le Mécanisme européen de stabilité (MES) entre en vigueur et permet de mieux venir en aide aux États et aux banques à l'occasion des prochaines crises bancaires ainsi qu'aux États membres peinant à se financer.

En mars-avril 2012, Mario Draghi, la plupart des dirigeants européens et les responsables des banques ont donc de quoi se réjouir. Le 1 % le plus riche est vraiment content. Tout semble leur réussir malgré la crise.

Pourtant, à partir de mai 2012, le ciel se couvre au-dessus de leur tête, quand Bankia, la 4e banque espagnole dirigée par l'ancien directeur général du FMI Rodrigo de Rato, se retrouve en faillite virtuelle. Selon les sources, les besoins des banques espagnoles en termes de recapitalisation varient entre 40 et 100 milliards d'euros, et Mariano Rajoy qui ne veut pas faire appel à la Troïka est dans une posture très difficile. S'ajoute à cela, sur le plan international, une succession de scandales bancaires. Celui concernant la manipulation du Libor, le taux interbancaire à Londres, est le plus retentissant et implique une douzaine de grandes banques [10]. Il s'ajoute aux agissements coupables de HSBC en matière

de blanchiment d'argent de la drogue et d'autres négoce criminels [\[11\]](#) .

Au même moment, en France, une majorité d'électeurs ne veut plus du président Nicolas Sarkozy. François Hollande est élu le 6 mai 2012, mais ce n'est pas vraiment inquiétant pour la finance internationale car elle peut compter sur la direction du Parti socialiste français, comme des autres partis socialistes d'Europe, pour poursuivre l'austérité.

En Grèce, la situation est plus contrariante pour la BCE car Syriza, la coalition de gauche radicale qui promet d'abroger les mesures d'austérité, de suspendre le remboursement de la dette et de braver les autorités européennes, risque de remporter une victoire électorale. Pour les tenants de l'austérité européenne, il faut empêcher cela à tout prix. Le soir du 17 juin 2012, c'est le soulagement à la BCE, au siège des gouvernements européens et dans les conseils d'administration des grandes entreprises : le parti de droite Nouvelle Démocratie devance Syriza de 2 %. Le nouveau président socialiste français se réjouit du résultat du scrutin, ce qui montre clairement son orientation. Et le lendemain, les marchés respirent. On peut continuer sur la route de l'austérité et de la « stabilisation » de la zone euro.



En juillet-août 2012, la zone euro est de nouveau sous très forte pression et, pour reconforter les marchés, Mario Draghi déclare en septembre qu'il fera tout pour sauver l'euro. La BCE se remet à acheter massivement des titres de la dette d'Italie et d'Espagne principalement. La Commission, les gouvernements et les grands médias ne parlent que de la crise des dettes publiques souveraines alors que ce sont les banques privées une nouvelle fois et l'euro qui sont au cœur de la crise.

Grâce à l'achat par la BCE de titres italiens et espagnols aux banques, grâce aux liquidités massives qui sont octroyées aux banques par la BCE, la situation commence de nouveau à se détendre. Les taux d'intérêt exigés par ces mêmes banques pour prêter aux pays les plus faibles commencent progressivement à baisser, notamment en Espagne et en Italie. Mais il est clair que les banques ne sont pas sorties de l'ornière : Dexia doit être sauvée une troisième fois en décembre 2012 aux dépens des finances publiques de la Belgique et de la France, l'Italie doit se porter au secours de la plus vieille banque du monde occidental Monte dei Paschi (4e banque du pays), l'Espagne doit recapitaliser plusieurs banques, les Pays-Bas doivent en février 2013 injecter 3,7 milliards d'euros dans la banque hypothécaire SNS et, en mars 2013, les deux principales banques chypriotes sont au bord de la faillite.

En février 2013, le premier ministre italien Mario Monti subit un cuisant échec électoral, la protestation se porte via les urnes notamment vers un nouveau mouvement politique autour de l'humoriste Beppe Grillo.

Au Portugal, les manifestations citoyennes anti-austérité qui avaient connu une très grande ampleur en septembre 2012 (un million de manifestants [\[12\]](#)) connaissent un nouveau regain en mars 2013 (de nouveau plus d'un million de manifestants [\[13\]](#)). Le peuple exprime son rejet des politiques d'austérité et, au même moment, les signes de crise sont évidents du côté des puissants et des dirigeants. A trois reprises en 2013, le Tribunal constitutionnel portugais invalide des mesures d'austérité prises par le gouvernement et, en juillet, le ministre des

Finances démissionne, ce qui provoque d'importants remous.

En septembre 2013, en Allemagne, Angela Merkel obtient un nouveau mandat suite aux élections, mais son partenaire politique, le FDP, encore plus néolibéral, est sanctionné par les électeurs. Il perd toute représentation parlementaire. Du point de vue arithmétique, un gouvernement de centre-gauche aurait pu être mis en place en regroupant les sociaux-démocrates (SPD), les Verts (Grünen) et la gauche radicale (Die Linke) mais le SPD a préféré faire la « grande alliance » avec Angela Merkel. Le patronat allemand, la commission européenne et la BCE sont contents.

En 2013 encore, les Pays-Bas qui ont donné longtemps l'impression d'une grande stabilité et du succès économique entrent fortement en crise. La bulle immobilière a finalement éclaté et a provoqué une récession économique. Dans ce pays où le système de retraite est largement privatisé, plusieurs fonds de pension réduisent le montant des retraites.

Les onze premiers mois de l'année 2014 ne constituent pas une réussite pour la BCE : lors des élections européennes de fin mai 2014, il apparaît que les politiques menées dans l'Union européenne sont rejetées par une large majorité de la population. Non seulement le taux de participation aux élections était très faible, mais aussi les partis qui critiquent fortement la politique de la Commission européenne et des gouvernements en place ou qui s'opposent à l'intégration européenne telle qu'elle est appliquée ont fortement progressé. Par ailleurs, l'Europe ne retrouve toujours pas le chemin d'une véritable croissance : le PIB européen pris dans son ensemble est légèrement inférieur au niveau de 2007-2008 [\[14\]](#) ! En juin 2014, la BCE choisit de poursuivre l'orientation de soutien inconditionnel aux grandes banques privées et à l'offensive patronale contre la majorité de la population [\[15\]](#). En juillet 2014, la principale banque privée portugaise, Banco Espírito Santo, est au bord de la faillite. Sa chute n'a rien à voir avec la dette publique, mais avec les manipulations auxquelles se sont livrés ses propriétaires [\[16\]](#).

En Espagne, dans les sondages d'opinion, Podemos, nouvelle organisation politique de gauche radicale née en janvier 2014, devance le PS et le PP, les deux partis traditionnels qui se succèdent au pouvoir depuis la fin du franquisme, il y a près de 40 ans. Podemos appelle à un audit public de la dette et à une restructuration de cette dette. À l'autre bout de la Méditerranée, Syriza, qui est devenu le premier parti en Grèce lors des élections européennes de mai 2014, est systématiquement en tête des sondages d'opinion. Des élections anticipées pourraient avoir lieu au cours de l'année 2015. Syriza se prononce pour une restructuration de la dette et pour une conférence des Etats européens afin de réduire la dette.

Le « dêmos » exclu du jeu

Cette rétrospective rapide des événements qui ont marqué l'évolution de la gestion de la crise dans l'Eurozone entre fin 2011 et fin 2014 montre que les dirigeants européens au service du grand capital réussissent toujours plus à marginaliser le pouvoir législatif en passant outre les choix des électeurs. Pour tout dire, les dirigeants européens mettent progressivement hors jeu le **dêmos** [\[17\]](#) de la **démocratie** pour le remplacer par les banques et évoluer vers la **bancocratie**. C'est bien sûr une formule schématique, mais elle a l'avantage de pointer une évolution bien réelle.

Qu'en est-il de la démocratie au moment où les citoyens qui souhaitent refuser massivement l'austérité n'ont plus la possibilité de l'exprimer par leur vote, ou lorsque le résultat de ce dernier est ignoré ou annulé au motif que le choix politique

effectué n'est pas celui des gouvernants ? Les exemples ne manquent pas : en 2005 en France et aux Pays-Bas après le non au Traité pour une constitution européenne, en Irlande et au Portugal après les élections de 2011, en Grèce à plusieurs reprises entre 2010 et 2012, en France et aux Pays-Bas de nouveau après les élections de 2012. Sans oublier, comme nous l'avons vu plus haut, le refus de procéder à un référendum en Grèce début 2012 alors qu'il avait été promis par le premier ministre Georges Papandréou fin octobre 2011. Tout est mis en place pour que la marge de manœuvre des gouvernements nationaux et des pouvoirs publics soit limitée par un cadre contractuel européen de plus en plus contraignant. Il s'agit là d'une évolution très dangereuse. Le pouvoir de la BCE et de la Commission européenne est progressivement renforcé sous le contrôle des gouvernements des pays les plus forts de l'UE et de la zone euro.

Le processus n'est pas irréversible, des gouvernements sous pression des populations pourraient décider de désobéir à la Commission européenne, à la BCE et, derrière eux, au patronat des grandes entreprises européennes. Dans ce cas, il est clair que des gouvernements, soutenus par le peuple mobilisé, pourraient retrouver un véritable espace d'action car la force de Bruxelles repose sur la docilité des gouvernements et des peuples. L'attitude qu'ils adopteront afin de trouver une solution au cycle infernal de la dette sera décisive pour la viabilité d'un virage favorable aux droits de la majorité de la population. S'ils courbent l'échine face à la Commission européenne, au FMI et aux autres créanciers, il n'y aura pas de succès possible durable pour l'alternative.

Eric Toussaint

[Partie 1](#)

[Partie 2](#)

[Partie 3](#)

[Partie 4](#)

[Partie 5](#)

[Partie 6](#)

Notes

[1] Nous n'avons pas ici l'espace pour expliquer les conséquences d'un taux d'inflation très bas et le danger que représente la déflation aux yeux de bon nombre d'économistes, dont ceux de la BCE. Voir notamment : Martin Wolf, « The spectre of eurozone deflation », *Financial Times*, 12 mars 2014.

[2] Je précise qu'un projet réellement alternatif au modèle capitaliste néolibéral ne doit pas se baser sur la logique de la compétitivité. Il s'agit de développer des synergies entre les pays et d'organiser des transferts importants pour réduire les écarts entre les économies des différents pays. Il s'agit aussi de développer au maximum des circuits courts pour rapprocher les producteurs des consommateurs.

[3] Nous avons analysé l'évolution de la crise en Europe depuis 2007 dans de nombreux articles et dans les ouvrages suivants : Damien Millet, Éric Toussaint, *La Crise, quelles crises ?*, Aden, Bruxelles, 2010 ; 'La Dette ou la Vie, Aden, 2011 ; AAA, *Audit, Annulation, Autre politique*, Le Seuil, 2012.

[4] De 1991 à 2001, Mario Draghi est directeur général du ministère du Trésor public italien, chargé des privatisations. À ce titre, il est membre du conseil d'administration de plusieurs banques et sociétés qui étaient en phase de transfert vers le secteur privé (Eni, IRI, Banca Nazionale del Lavoro-BNL et IMI). Par la suite, Mario Draghi est, de 2002 à 2005, vice-président de la branche européenne de la banque d'affaires américaine Goldman Sachs. C'est à cette époque que cette

banque est rémunérée par les autorités grecques afin de maquiller leurs comptes publics. Le 16 janvier 2006, Mario Draghi devient gouverneur de la Banque d'Italie, nommé par le président du Conseil Silvio Berlusconi, avec un mandat renouvelable de six ans. Mario Draghi est devenu président de la BCE le 1er novembre 2011.

[5] Rappelons que sur le marché secondaire les titres grecs étaient vendus à 20 % de leur valeur, ce qui signifie que la décote de 50 % a permis aux banques concernées de limiter les pertes qu'elles auraient eues si elles avaient vendu les titres sur le marché secondaire. De plus, en ce qui concerne les banques qui avaient acquis les titres à 20 % de leur valeur, la décote de 50 % constituait une véritable aubaine.

[6] Voir http://fr.wikipedia.org/wiki/Crise_de_la_dette_publice_grecque#cite_ref-92. Voir aussi Alain Salles et Benoît Vitkine, « Fatalisme face à un sauvetage échangé contre une perte de souveraineté », *Le Monde*, 22 février 2012, <http://www.forumfr.com/sujet448690-fatalisme-face-un-sauvetage-echange-contre-une-perte-de-souverainete.html>.

[7] Mario Monti, premier ministre du 16 novembre 2011 au 28 avril 2013, a été nommé sénateur à vie par le Président de la République Giorgio Napolitano. À l'occasion de sa nomination, il a quitté différents postes de responsabilité : la présidence de la plus prestigieuse université privée italienne, la Bocconi, et celle du département Europe de la *Trilatérale*, un des plus importants cénacles de l'élite oligarchique internationale, sa participation au comité de direction du puissant club *Bilderberg* et la présidence du *think tank* néolibéral *Bruegel*. Monti a été nommé commissaire européen au Marché intérieur (1995-1999) puis commissaire européen à la Concurrence à Bruxelles (1999-2004). Monti a été conseiller international de Goldman Sachs de 2005 à 2011 (en qualité de membre du *Research Advisory Council du Goldman Sachs Global Market Institute*). Il a été également membre du *Senior European Advisory Council* de Moody's, conseiller de Coca Cola, il est encore un des présidents du *Business and Economics Advisory Group* de l'*Atlantic Council* (un *think tank* américain qui promeut le leadership US) et fait partie du *præsidium* de *Friends of Europe*, *think tank* influent basé à Bruxelles.

[8] À l'exception du Royaume-Uni et de la République tchèque.

[9] Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG), mars 2012. Voir le texte intégral : <http://european-council.europa.eu/media/639232/08 - tscg.fr.12.pdf>

[10] Éric Toussaint, "Les grandes banques et la manipulation des taux d'intérêt", publié le 30 avril 2014, <http://cadtm.org/Les-grandes-banques-et-la>

[11] Éric Toussaint, "Les barons de la banque et de la drogue", publié le 14 avril 2014, <http://cadtm.org/Les-barons-de-la-banque-et-de-la>

[12] Maria da Liberdade, « Portugal : 15 septembre 2012, le peuple était en masse dans la rue ! », 28 septembre 2012, <http://cadtm.org/Portugal-15-septembre-2012-le>

[13] Maria da Liberdade, « Les Portugais dans la rue contre la Troïka, le gouvernement et le régime », 5 mars 2013, <http://cadtm.org/Les-Portugais-dans-la-rue-contre>

[14] Voir *Financial Times*, « Blowing hot and cold », 16 mai 2014

[15] Voir Éric Toussaint, « Super Mario Draghi 2.0 pour les banquiers », publié le 6 septembre 2014, <http://cadtm.org/Super-Mario-Draghi-2-0-pour-les>

[16] Voir http://www.mediapart.fr/article/offert/9d24bcfcca7508ee9087af6e43f73fd4_et <http://cadtm.org/L-Hecatombe-de-la-Banque-Espirito>

[17] Le dêmos (en grec : δῆμος / dêmos, « peuple ») est un terme grec qui est à la racine de mots comme démocratie. Dans sa première acception, le dêmos représente la totalité des membres de la communauté civique dans la Cité grecque. Ce dêmos, réuni en assemblée, a dans une démocratie le pouvoir de décision. Dans la prose littéraire ou oratoire, le dêmos représente le petit peuple, opposé aux riches (plousios), aux puissants.

Éric Toussaint, maître de conférences à l'université de Liège, préside le CADTM Belgique et est membre du conseil scientifique d'ATTAC France. Il est auteur des livres Bancocratie, Aden, 2014, <http://cadtm.org/Bancocratie> ; Procès d'un homme exemplaire, Éditions Al Dante, Marseille, 2013 ; Un coup d'œil dans le rétroviseur. L'idéologie néolibérale des origines jusqu'à aujourd'hui, Le Cerisier, Mons, 2010.

Copyright © 2014 Global Research